



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2021





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -60,070 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2021 s'élève à -60,070 Md€ contre -50,957 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,113 Md€) s'explique par

une hausse des dépenses nettes de 10,244 Md€, une hausse des recettes nettes de 4,024 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 2,895 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 96,117 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,728 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,866 Md€), et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,966 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 4,325 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (4,187 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,999 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,865 Md€), du programme « Equipement des forces (1,131 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,803 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,405 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (2,308 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,050 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mars 2021 s'élèvent à 96,117 Md€ contre 85,873 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,244 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 10,378 Md€, (essentiellement la mission « Plan d'urgence face

► **Mission Plan de relance** : 2,189 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (1,665 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 2,109 Md€, notamment au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,125 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,525 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,471 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,900 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,501 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,034 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,760 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,030 Md€, essentiellement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,949 Md€).

à la crise sanitaire » pour 8,644 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en 2020, et la mission « Plan de relance » pour 2,691 Md€, créée en LFI 2021.

Ces hausses sont partiellement compensées par la mission « Travail et emploi » qui diminue de 1,484 Md€, baisse prévue en LFI 2021).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 47,260 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **IS net** : 9,565 Md€ (essentiellement au titre des acomptes encaissés au 15 mars) ;

► **IR net** : 6,498 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,969 Md€ (dont 1,467 Md€ de droits de mutation à titre gratuit) ;

► **TICPE nette** : 1,561 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,132 Md€, dont 0,587 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TVA nette** : 0,990 Md€ (montant lié notamment à des reversements abondant le compte « Avances aux collectivités territoriales » à hauteur de 8,172 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,463 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,568 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,032 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 59,907 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mars 2021 s'élèvent à 59,907 Md€ contre 53,119 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,788 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des

recettes de TVA nette pour 4,170 Md€ (notamment en raison d'une baisse des R&D de 2,878 Md€), d'IS net pour 2,936 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse des R&D de 2,380 Md€) et de TICPE nette pour 0,546 Md€.

## Recettes non fiscales : 2,463 Md€

Les recettes non fiscales à fin mars 2021 s'élèvent à 2,463 Md€ contre 3,292 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,829 Md€) s'explique, pour

l'essentiel, par le versement en février 2020 d'une amende de 2,083 Md€ par la société AIRBUS SE.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -16,114 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mars 2021 s'élèvent à -16,114 Md€ contre -13,798 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,316 Md€) s'explique par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat

au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,775 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2021 de l'UE).

## Fonds de concours : 1,004 Md€

Les fonds de concours à fin mars 2021 s'élèvent à 1,004 Md€ contre 0,622 Md€ à fin mars 2020 à

périmètre constant, soit une évolution de +0,382 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -11,214 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,934 Md€ et des recettes pour 10,688 Md€ (essentiellement au titre de versements de TVA pour 8,172 Md€, en raison des compensations intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production) ;

►Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » présente des dépenses pour 0,620 Md€ (financement des médias publics) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin mars 2021 s'élève à -11,214 Md€ contre -8,319 Md€ à fin mars 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,895 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 1,502 Md€ (dont une baisse de 0,847 Md€ du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » en raison

►Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 0,408 Md€ (versement d'une avance de trésorerie de 0,400 Md€ au budget annexe « Contrôle et exploitation aériens »).

de versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19) et du solde des comptes d'affectation spéciale de 1,466 Md€, (dont une baisse de 1,202 Md€ du compte « Participations financières de l'Etat » du fait de recettes encaissées en mars 2020 pour 1,062 Md€ dans le cadre de la cession de titres La Poste).

## Dettes financières de l'Etat au 31 mars : 2 092,415 Md€

La dette financière est en augmentation de 62,221 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets positifs concernent les

OAT pour 57,317 Md€ (émissions nettes de remboursement) et les BTF qui augmentent de 5,098 Md€.



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page	
	Mars	2021	2020 retraité		2020 exécuté
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 605	-60 070	-50 957	-52 502	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	32 789	96 117	85 873	84 605	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	19 419	47 260	43 236	47 489	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	6 498	15 138	15 139	15 139	
- IS *	9 565	9 009	6 073	6 073	
- TVA	990	22 139	17 969	26 271	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	766	-11 214	-8 319	-15 386	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 948	142 134			16
Dette financière de l'Etat	30 103	2 092 415			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	10 908	34 068	33 479	33 491
Dépenses de fonctionnement	4 221	14 643	14 432	14 425
Charges de la dette de l'Etat	165	617	489	489
Dépenses d'investissement	1 073	4 374	5 029	5 034
Dépenses d'intervention	16 301	41 114	30 736	29 447
Dépenses d'opérations financières	121	307	713	724
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>32 789</b>	<b>96 117</b>	<b>85 873</b>	<b>84 605</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	22 025	59 907	53 119	57 863
Recettes non fiscales	1 027	2 463	3 292	3 352
Prélèvements sur recettes	-4 031	-16 114	-13 798	-14 347
Fonds de concours	397	1 004	622	622
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>19 419</b>	<b>47 260</b>	<b>43 236</b>	<b>47 489</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>23 449</b>	<b>63 375</b>	<b>57 033</b>	<b>61 837</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-13 370</b>	<b>-48 857</b>	<b>-42 637</b>	<b>-37 116</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-43	1 091	2 557	3 172
Solde des comptes de concours financiers	650	-12 777	-11 275	-18 957
Solde des comptes de commerce	174	503	436	436
Solde des comptes d'opérations monétaires	-15	-32	-142	-142
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>766</b>	<b>-11 214</b>	<b>-8 319</b>	<b>-15 386</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-12 605</b>	<b>-60 070</b>	<b>-50 957</b>	<b>-52 502</b>



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 908</b>	<b>34 068</b>	<b>33 479</b>	<b>33 491</b>
Rémunérations d'activité	6 158	19 607	19 210	19 215
Cotisations et contributions sociales	4 680	14 277	14 088	14 095
Prestations sociales et allocations diverses	71	185	182	182
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>21 881</b>	<b>62 049</b>	<b>52 394</b>	<b>51 114</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 221</b>	<b>14 643</b>	<b>14 432</b>	<b>14 425</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 468	6 695	6 809	6 825
Subventions pour charges de service public	1 753	7 947	7 622	7 600
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>165</b>	<b>617</b>	<b>489</b>	<b>489</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	165	617	489	489
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 073</b>	<b>4 374</b>	<b>5 029</b>	<b>5 034</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	648	3 109	3 733	3 738
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	424	1 265	1 297	1 295
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>16 301</b>	<b>41 114</b>	<b>30 736</b>	<b>29 447</b>
Transferts aux ménages	5 495	15 953	15 359	15 200
Transferts aux entreprises	7 244	17 223	6 633	5 520
Transferts aux collectivités territoriales	706	1 978	2 192	2 184
Transferts aux autres collectivités	2 847	5 944	6 552	6 543
Appels en garantie	10	16	0	0
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>121</b>	<b>307</b>	<b>713</b>	<b>724</b>
Prêts et avances	0	1	193	204
Dotations en fonds propres	121	197	86	86
Dépenses de participations financières	0	109	435	435
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>32 789</b>	<b>96 117</b>	<b>85 873</b>	<b>84 605</b>





	Mois de mars		Cumul à fin mars 2021		Cumul à fin mars 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
					unité : million d'€.
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>208</b>	<b>293</b>	<b>1 047</b>	<b>859</b>	<b>831</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	150	133	585	503	479
Diplomatie culturelle et d'influence	35	78	340	242	239
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	81	123	114	113
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>450</b>	<b>390</b>	<b>1 042</b>	<b>973</b>	<b>955</b>
Administration territoriale de l'Etat	189	185	532	511	508
Vie politique, culturelle et associative	84	82	124	114	96
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	177	122	386	348	351
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>500</b>	<b>161</b>	<b>842</b>	<b>576</b>	<b>680</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	392	62	567	315	443
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	55	51	132	123	101
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	48	143	139	137
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>199</b>	<b>121</b>	<b>478</b>	<b>518</b>	<b>934</b>
Aide économique et financière au développement	10	24	15	148	456
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	188	97	464	370	478
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>26</b>	<b>12</b>	<b>1 457</b>	<b>1 372</b>	<b>1 437</b>
Liens entre la Nation et son armée	9	1	12	2	5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	17	11	1 423	1 348	1 411
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	22	22	22
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>235</b>	<b>1 034</b>	<b>12 866</b>	<b>3 471</b>	<b>3 393</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	277	226	452	275	252
Aide à l'accès au logement	0	760	12 366	3 119	3 032
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	6	7	9	17	24
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-49	30	10	35	42
Interventions territoriales de l'Etat	-7	8	-8	11	11
Politique de la ville	7	4	37	14	32
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>56</b>	<b>58</b>	<b>201</b>	<b>197</b>	<b>191</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	36	38	106	103	99
Conseil économique, social et environnemental	2	2	41	41	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	54	53	52
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>470</b>	<b>244</b>	<b>976</b>	<b>537</b>	<b>557</b>
Patrimoines	157	93	371	203	179
Création	198	75	357	131	129
Soutien aux politiques du ministère de la culture <sup>(2)</sup>	60	58	175	171	105
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture <sup>(1)</sup>	54	17	73	32	145
<b>DEFENSE</b>	<b>4 779</b>	<b>3 999</b>	<b>14 714</b>	<b>13 414</b>	<b>14 019</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	181	200	580	430	432
Préparation et emploi des forces	742	803	2 667	2 825	2 674
Soutien de la politique de la défense	1 828	1 865	5 878	5 676	5 572
Equiperment des forces	2 028	1 131	5 590	4 483	5 341
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>84</b>	<b>76</b>	<b>185</b>	<b>170</b>	<b>191</b>
Coordination du travail gouvernemental	79	71	160	148	147
Protection des droits et libertés	5	5	25	23	44
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>1 138</b>	<b>1 525</b>	<b>13 904</b>	<b>5 788</b>	<b>4 455</b>
Infrastructures et services de transports	372	161	2 329	1 989	338
Affaires maritimes	8	12	76	33	33
Paysages, eau et biodiversité	18	10	80	34	48
Expertise, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	1	1	417	140	146
Prévention des risques	13	145	633	175	214
Energie, climat et après-mines	387	72	787	244	995
Service public de l'énergie	0	793	8 470	2 123	1 852
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	229	221	879	817	830
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	110	110	232	232	0



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2021		Cumul à fin mars 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
<b>ECONOMIE</b>	<b>414</b>	<b>406</b>	<b>768</b>	<b>705</b>	<b>609</b>
Développement des entreprises et régulations	144	138	378	340	239
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	34	106	98	101
Stratégies économiques <sup>(2)</sup>	234	234	284	267	269
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>85</b>	<b>161</b>	<b>433</b>	<b>508</b>	<b>585</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	55	55	385	385	489
Appels en garantie de l'Etat	15	10	21	16	0
Epargne	15	17	26	27	15
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	80	0	80	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 940</b>	<b>6 728</b>	<b>20 432</b>	<b>20 036</b>	<b>19 702</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 967	1 966	5 944	5 942	5 736
Enseignement scolaire public du second degré	2 870	2 866	8 643	8 634	8 432
Vie de l'élève	891	833	2 488	2 391	2 386
Enseignement privé du premier et du second degrés	786	765	2 231	2 178	2 153
Soutien de la politique de l'éducation nationale	275	185	726	537	570
Enseignement technique agricole	151	113	401	355	424
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES <sup>(2)</sup></b>	<b>868</b>	<b>850</b>	<b>2 588</b>	<b>2 461</b>	<b>2 498</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	661	647	1 940	1 858	1 887
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	68	251	219	232
Facilitation et sécurisation des échanges	138	135	397	384	378
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>84</b>	<b>60</b>	<b>419</b>	<b>304</b>	<b>356</b>
Immigration et asile	66	47	320	228	279
Intégration et accès à la nationalité française	18	13	99	76	77
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>1 157</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	52
Valorisation de la recherche	0	110	0	110	450
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	655
Financement des investissements stratégiques <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>794</b>	<b>880</b>	<b>2 719</b>	<b>2 518</b>	<b>2 273</b>
Justice judiciaire	436	358	1 222	991	907
Administration pénitentiaire	137	315	751	951	904
Protection judiciaire de la jeunesse	67	76	336	209	201
Accès au droit et à la justice	86	86	259	254	160
Conduite et pilotage de la politique de la justice	67	45	150	112	100
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>247</b>	<b>64</b>	<b>287</b>	<b>104</b>	<b>179</b>
Presse et médias	2	2	42	41	99
Livre et industries culturelles	245	63	245	63	80
<b>OUTRE-MER</b>	<b>96</b>	<b>66</b>	<b>1 440</b>	<b>594</b>	<b>595</b>
Emploi outre-mer	53	25	1 309	488	517
Conditions de vie outre-mer	42	42	131	106	78
<b>PLAN DE RELANCE <sup>(1)</sup></b>	<b>3 186</b>	<b>2 189</b>	<b>6 541</b>	<b>3 279</b>	<b>0</b>
Écologie <sup>(1)</sup>	734	343	2 159	652	0
Compétitivité <sup>(1)</sup>	199	181	929	479	0
Cohésion <sup>(1)</sup>	2 253	1 665	3 453	2 149	0
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>4 431</b>	<b>4 325</b>	<b>10 871</b>	<b>10 826</b>	<b>2 000</b>
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	124	124	1 534	1 534	2 000
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	4 187	4 187	9 112	9 110	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	105	105	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 <sup>(1)</sup>	121	14	121	77	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



	Mois de mars		Cumul à fin mars 2021		Cumul à fin mars 2020 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>904</b>	<b>2 109</b>	<b>23 590</b>	<b>7 581</b>	<b>8 222</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	93	46	13 061	3 360	3 431
Vie étudiante	28	384	1 991	1 087	988
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	513	1 125	5 294	1 677	1 623
Recherche spatiale	64	472	1 572	591	1 279
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	83	57	1 267	707	617
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	20	7	261	101	222
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	-27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	103	19	144	59	89
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>1</b>	<b>510</b>	<b>5 515</b>	<b>1 943</b>	<b>1 961</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	341	3 712	1 287	1 293
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	742	271	276
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1	99	1 062	384	392
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>364</b>	<b>319</b>	<b>353</b>	<b>476</b>	<b>656</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	239	190	232	344	529
Concours spécifiques et administration	125	129	121	132	126
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>9 204</b>	<b>9 199</b>	<b>30 094</b>	<b>30 101</b>	<b>34 871</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 868	8 863	28 391	28 397	33 674
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	336	336	1 704	1 704	1 198
<b>SANTE</b>	<b>17</b>	<b>44</b>	<b>1 105</b>	<b>477</b>	<b>449</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	17	44	162	99	115
Protection maladie	0	0	943	377	333
<b>SECURITES</b>	<b>1 566</b>	<b>1 471</b>	<b>5 470</b>	<b>5 127</b>	<b>5 035</b>
Police nationale	971	900	2 709	2 644	2 672
Gendarmerie nationale	549	501	2 586	2 363	2 225
Sécurité et éducation routières	4	2	7	5	8
Sécurité civile	42	67	167	115	130
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>1 627</b>	<b>3 405</b>	<b>24 500</b>	<b>8 030</b>	<b>7 236</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	178	1 050	11 210	3 392	3 467
Handicap et dépendance	1 395	2 308	12 559	4 269	3 412
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	2	2	3
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales <sup>(2)</sup>	52	46	729	368	355
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>210</b>	<b>107</b>	<b>860</b>	<b>272</b>	<b>331</b>
Sport	190	101	355	186	139
Jeunesse et vie associative	8	6	493	86	151
Jeux olympiques et paralympiques 2024	12	0	12	0	41
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES<sup>(2)</sup></b>	<b>87</b>	<b>42</b>	<b>228</b>	<b>72</b>	<b>74</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	72	5	73	9	4
Fonds pour la transformation de l'action publique	7	11	15	12	9
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques <sup>(2)</sup>	2	1	3	2	1
Fonction publique	5	24	137	49	60
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>947</b>	<b>1 030</b>	<b>2 855</b>	<b>1 824</b>	<b>3 315</b>
Accès et retour à l'emploi	861	949	2 542	1 598	1 521
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7	21	114	52	1 633
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	24	7	27	9	9
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	53	171	164	152
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>40 215</b>	<b>41 988</b>	<b>189 773</b>	<b>126 218</b>	<b>120 744</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>31 011</b>	<b>32 789</b>	<b>159 679</b>	<b>96 117</b>	<b>85 873</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2021

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>6 725</b>	<b>21 217</b>	<b>21 169</b>	<b>21 169</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>140</b>	<b>436</b>	<b>363</b>	<b>413</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>11 055</b>	<b>12 556</b>	<b>12 081</b>	<b>12 021</b>
Impôt sur les sociétés	10 849	12 334	11 777	11 777
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	206	222	244	244
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	0	60	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>1 132</b>	<b>3 758</b>	<b>4 774</b>	<b>3 367</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	31	185	233	233
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	111	558	953	953
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	45	222	227	227
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	2	24	24
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	4	6	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	7	75	75
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	26	21	21
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	587	1 674	1 654	1 654
Taxe sur les services numériques	1	12	32	32
Taxe d'habitation sur les résidences principales <sup>(1)</sup>	292	902	1 341	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	14	59	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Recettes diverses	34	105	208	142
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 697</b>	<b>4 726</b>	<b>4 386</b>	<b>2 279</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>7 506</b>	<b>38 773</b>	<b>37 481</b>	<b>45 783</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 969</b>	<b>8 544</b>	<b>7 735</b>	<b>7 701</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	34	141	140	140
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	37	62	62
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	17	12	12



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	248	776	636	636
Mutations à titre gratuit par décès	1 219	2 836	2 369	2 369
Contribution de sécurité immobilière	70	209	191	191
Autres conventions et actes civils	34	104	92	92
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	142	122	122
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	55	114	60	60
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	28	28	28
Timbre unique	19	65	72	72
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	161	161	187	187
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	497	2 430	2 564	2 564
Autres droits et recettes accessoires	1	1	1	1
Amendes et confiscations	4	10	8	8
Taxe générale sur les activités polluantes	1	4	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	11	15	15	15
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	9	87	87
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	13	13	13
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	1	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	16	16	13	13
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	263	649	231	231
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	3	14	122	122
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	26	80	69	69
Prélèvement sur les paris sportifs	73	214	140	140
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	28	18	18
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	92	326	331	331
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	50	101	142	108
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>31 224</b>	<b>90 009</b>	<b>87 991</b>	<b>92 734</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>22 025</b>	<b>59 907</b>	<b>53 119</b>	<b>57 863</b>

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>89</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	14	4	4
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>202</b>	<b>422</b>	<b>287</b>	<b>287</b>
Revenus du domaine public non militaire	22	52	50	50
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1
Revenus du domaine privé	144	153	113	113
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	36	214	121	121
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>110</b>	<b>312</b>	<b>293</b>	<b>293</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	36	35	35
Autres frais d'assiette et de recouvrement	73	273	254	254
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	1	1
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>15</b>	<b>59</b>	<b>52</b>	<b>52</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	13	15	17	17
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	6	18	18
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	28	14	14
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	4	3	3



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>330</b>	<b>607</b>	<b>2 327</b>	<b>2 327</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	148	255	7	7
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	106	143	27	27
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	2	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	73	156	2 241	2 241
Frais de poursuite	1	3	3	3
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>370</b>	<b>1 050</b>	<b>304</b>	<b>304</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	29	39	3	3
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	3	6	30	30
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	3	3
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	1	1
Récupération d'indus	6	9	3	3
Recouvrements après admission en non-valeur	12	33	29	29
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	9	7	7
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	6	9	9
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	38	137	113	113
Produits divers	245	703	14	14
Autres produits divers	28	100	90	90
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 027</b>	<b>2 463</b>	<b>3 292</b>	<b>3 352</b>

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-2 568</b>	<b>-7 544</b>	<b>-7 002</b>	<b>-7 551</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 032	-6 096	-6 114	-6 136
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-281	-668	-615	-615
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	526	-1
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-237	-714	-742	-742
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-12	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-27	-35	-35
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-23	-23	-23
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	-2	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 463</b>	<b>-8 571</b>	<b>-6 796</b>	<b>-6 796</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-4 031</b>	<b>-16 114</b>	<b>-13 798</b>	<b>-14 347</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	377	915	546	546
Fonds de concours - coopération internationale	20	89	76	76
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>397</b>	<b>1 004</b>	<b>622</b>	<b>622</b>





	Mois de mars		Cumul à fin mars								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté
	unité : million d'€.										
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 035</b>	<b>4 992</b>	<b>15 083</b>	<b>14 598</b>	<b>16 129</b>	<b>16 174</b>	<b>17 156</b>	<b>19 302</b>	<b>1 091</b>	<b>2 557</b>	<b>3 172</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	30	171	51	36	36	378	333	333	327	298	298
Développement agricole et rural	2	3	3	2	2	12	10	10	9	8	8
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	2	31	4	25	25	94	92	92	90	68	68
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	24	40	162	162	112	90	90	72	-72	-72
Participation de la France au désendettement de la Grèce	121	0	121	0	0	0	0	0	-121	0	0
Participations financières de l'Etat	88	3	402	142	142	141	1 083	1 083	-261	941	941
Pensions	4 774	4 761	14 461	14 232	14 232	15 436	15 548	15 548	975	1 315	1 315
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	71	0	0	71
Transition énergétique <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	1 531	0	0	2 075	0	0	544
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>10 323</b>	<b>10 973</b>	<b>30 569</b>	<b>29 164</b>	<b>28 674</b>	<b>17 792</b>	<b>17 888</b>	<b>9 717</b>	<b>-12 777</b>	<b>-11 275</b>	<b>-18 957</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	408	0	2 038	1 191	1 191	0	0	0	-2 038	-1 191	-1 191
Avances à l'audiovisuel public	620	109	1 240	947	947	407	446	446	-833	-502	-502
Avances aux collectivités territoriales	8 934	10 688	26 824	26 826	26 336	17 204	17 316	9 145	-9 620	-9 509	-17 191
Prêts à des Etats étrangers	9	177	43	20	20	181	114	114	137	94	94
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	352	0	424	180	180	0	12	12	-423	-168	-168
<b>Comptes de commerce</b>	<b>612</b>	<b>786</b>	<b>1 564</b>	<b>1 520</b>	<b>1 520</b>	<b>2 068</b>	<b>1 957</b>	<b>1 957</b>	<b>503</b>	<b>436</b>	<b>436</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	81	25	163	142	142	184	343	343	21	200	200
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	18	13	43	37	37	42	36	36	-1	-2	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	187	187	430	372	372	430	372	372	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	33	32	88	63	63	153	128	128	65	65	65
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	220	328	717	819	819	1 044	865	865	327	45	45
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	6	9	12	11	11	18	13	13	7	2	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	3	6	5	5	6	4	4	-1	-1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	64	190	105	71	71	190	196	196	85	126	126
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>192</b>	<b>176</b>	<b>394</b>	<b>274</b>	<b>274</b>	<b>362</b>	<b>132</b>	<b>132</b>	<b>-32</b>	<b>-142</b>	<b>-142</b>
Emission des monnaies métalliques	17	1	39	47	47	8	9	9	-31	-38	-38
Opérations avec le Fonds Monétaire International	175	175	354	226	226	353	123	123	-1	-104	-104
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>16 161</b>	<b>16 927</b>	<b>47 610</b>	<b>45 556</b>	<b>46 597</b>	<b>36 395</b>	<b>37 133</b>	<b>31 107</b>	<b>-11 215</b>	<b>-8 423</b>	<b>-15 490</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 986</b>	<b>16 752</b>	<b>47 256</b>	<b>45 329</b>	<b>46 371</b>	<b>36 042</b>	<b>37 010</b>	<b>30 984</b>	<b>-11 214</b>	<b>-8 319</b>	<b>-15 386</b>

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2021
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-20	173
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-102	412
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>717</b>	<b>-122</b>	<b>595</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	4 531	-1 149	3 382
		Départements	8 247	-23	8 224
		Communes	26 806	-1 736	25 070
		HLM	137	-81	57
		Autres	27 904	698	28 602
	<b>Total CEPL</b>		<b>67 626</b>	<b>-2 291</b>	<b>65 335</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>7 642</b>	<b>-217</b>	<b>7 425</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-10 860	18 356
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	-117	16 234
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	-39	4 245
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	-114	1 613
	<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>51 577</b>	<b>-11 130</b>	<b>40 447</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>15 224</b>	<b>-961</b>	<b>14 263</b>
	<b>Union européenne</b>		<b>2 145</b>	<b>-453</b>	<b>1 692</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	58	1	59
GIP		964	61	1 024	
EPLÉ		2 510	1 317	3 827	
Autres correspondants		7 684	-252	7 432	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>11 263</b>	<b>1 078</b>	<b>12 342</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>156 195</b>	<b>-14 096</b>	<b>142 099</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	35	1	35	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>35</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>156 230</b>	<b>-14 095</b>	<b>142 134</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>156 229</b>	<b>-14 095</b>	<b>142 134</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2021
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 000 986</b>	<b>62 415</b>	<b>2 063 401</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 839 378</b>	<b>57 317</b>	<b>1 896 695</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	57 317	1 896 695
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	59 159	1 678 527
- <i>taux variable</i>	199 932	-1 543	198 389
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>161 608</b>	<b>5 098</b>	<b>166 706</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	5 098	166 706
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>29 208</b>	<b>-194</b>	<b>29 014</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 030 194</b>	<b>62 221</b>	<b>2 092 415</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrevements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.